

M. Clark a instamment prié le gouvernement sud-africain de se plier aux appels légitimes de ceux qui demandent qu'il soit mis fin à la discrimination raciale et de remettre en liberté les prisonniers politiques, y compris le chef de l'UDF, Mohammed Valli. Il a également demandé que ne soit pas réprimée la libre expression de l'opposition pacifique. A cet égard, M. Clark a formulé l'espoir que l'important rassemblement en faveur de la paix organisé par les églises, qui doit avoir lieu cette fin de semaine à Soweto et la "Conférence pour un avenir démocratique", qui doit avoir lieu en octobre, ne seront pas interdits.